



CHAPITRE 29

Loi de la taxe sur la publicité électronique

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent: Interprétation:

«acheteur» désigne toute personne qui achète ou loue du temps d'antenne pour ses propres fins et non pour fins de revente, de location ou de relocation; «acheteur»;

«message publicitaire» signifie une annonce commerciale et tout message d'intérêt public dont la durée est d'au plus trois minutes; «message publicitaire»;

«ministre» désigne le ministre du revenu;

«ministre»;

«prix du temps d'antenne» signifie le montant total exigé pour qu'un message publicitaire soit diffusé; «prix du temps d'antenne»;

«règlement» signifie un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi; «règlement»;

«station» désigne une station de radiodiffusion, de télévision ou de câblodistribution; «station»;

«vente» comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat où, pour un prix ou toute autre considération, une personne procure ou s'oblige à procurer à une autre personne du temps d'antenne pour la diffusion d'un message publicitaire, ainsi «vente».

que tout contrat par lequel une personne procure à une autre personne du temps d'antenne pour la diffusion d'un message publicitaire moyennant un loyer ou prix que celle-ci s'oblige à payer.

Art. 2

Taxe sur le
prix du
temps
d'antenne.

Une taxe de 2% est imposée sur le prix du temps d'antenne lors de la diffusion d'un message publicitaire par une station du Québec.

Stations
hors du
Québec.

Lorsque le prix du temps d'antenne pour la diffusion d'un message publicitaire comprend la diffusion par des stations hors du Québec, le montant de la taxe autrement payable est établi dans la proportion que le prix du temps d'antenne raisonnablement attribuable à la diffusion de ce message par les stations du Québec représente par rapport au prix du temps d'antenne de diffusion de ce message par toutes les stations.

Fraction
d'un cent.

Toute fraction d'un cent de cette taxe doit être comptée comme un entier.

Art. 3

Prix du
temps
d'antenne
inférieur
à sa valeur
réelle.

Lorsque le prix du temps d'antenne ou la valeur qui lui est attribuée est inférieur à sa valeur réelle, qu'il n'est pas spécifié ou qu'il est confondu avec le prix d'achat ou le loyer de biens ou de services non imposables, le ministre peut déterminer le prix ou la valeur qui doit servir de base à l'imposition prévue par la présente loi.

Art. 4

Taxe payée
par
l'acheteur
au
vendeur.

La taxe doit être payée par l'acheteur au vendeur du temps d'antenne qui doit la percevoir, comme mandataire du ministre, dans les 30 jours qui suivent la diffusion du message publicitaire.

Indication
séparée.

Le montant de la taxe doit être indiqué séparément sur tout écrit constatant la vente.

Art. 5

Remise au
ministre
par le man-
dataire.

Le mandataire doit remettre au ministre, dans les quinze premiers jours de chaque mois, la taxe perçue pendant le mois précédent et lui transmettre en même temps un rapport de ses activités de mandataire, en la forme prescrite par le ministre, même s'il n'a rien perçu.

Art. 6

Toute personne qui achète du temps d'antenne d'un vendeur de l'extérieur du Québec qui n'est pas mandataire du ministre doit, dans les 30 jours qui suivent la diffusion du message publicitaire, en faire rapport au ministre et, en même temps, lui payer la taxe prévue à l'article 2.

Achat de temps d'antenne d'un vendeur de l'extérieur du Québec.

Art. 7

1. Toute personne qui vend du temps d'antenne pour la diffusion de messages publicitaires doit détenir un certificat d'enregistrement émis en vertu de la présente loi.

Certificat d'enregistrement obligatoire.

2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au ministre.

Demande de certificat transmise au ministre.

3. Ce certificat d'enregistrement est émis par le ministre ou par toute autre personne qu'il désigne. Il doit être gardé à la principale place d'affaires du mandataire dans le Québec et ne peut être transféré.

Certificat émis par le ministre ou personne autorisée.

4. Le ministre peut refuser d'émettre ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat délivré.

Refus d'émettre le certificat.

5. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé

Information requise avec la demande.

a) par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale, — leurs noms et adresses;

b) par une société, — le nom et l'adresse de chaque associé;

c) par une corporation, un club, une association ou un syndicat, — le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec.

6. Le ministre peut aussi exiger tout autre renseignement qu'il juge opportun quand un certificat d'enregistrement est demandé.

Information supplémentaire.

Art. 8

Le ministre peut exiger de toute personne, comme condition de l'émission ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont il fixe le montant si cette personne:

Cautionnement exigé dans certains cas.

a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;

b) est insolvable; ou

c) est redevable de droits au sens de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) et ne conteste pas son obligation de payer ces droits devant le tribunal compétent.

Cautionnement maximum.

Dans le cas de l'émission d'un certificat, le montant du cautionnement ne peut être supérieur à \$5,000.

Idem.

Dans le cas du maintien en vigueur d'un certificat, le montant du cautionnement est fixé en tenant compte du montant de la taxe que la personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé.

Art. 9

Infractions et peines.

1. Toute personne qui:

a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements, ou

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

Idem.

2. Toute personne qui:

a) vend du temps d'antenne pour la diffusion de messages publicitaires sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement à l'article 7 ou aux règlements, ou

b) contrevient à l'article 4, commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

Art. 10

Peine pour omission de remettre les taxes.

Toute personne qui omet, dans le délai prévu aux articles 5 ou 6, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars en sus de ces taxes et intérêts.

Idem.

La peine prévue au premier alinéa est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.

Art. 11

1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'élu-der le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise. Peine pour évasion fiscale.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants. Idem.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 9, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende. Idem.

Art. 12

Le gouvernement peut faire des règlements jugés nécessaires pour mettre à exécution les dispositions de la présente loi. Règle-ments.

Les règlements adoptés en vertu du présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à une date antérieure à leur publication mais non antérieure à l'année en cours. Effet et publication des règlements.

Art. 13

La taxe ne s'applique pas au prix du temps d'antenne des messages publicitaires diffusés en vertu de contrats conclus antérieurement au 13 avril 1977. Taxe non applicable.

Art. 14

Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi. Ministre responsable.

Art. 15

Couronne. La présente loi s'applique à la Couronne.

Art. 16

Date d'application. La présente loi a effet à compter du 13 avril 1977.

Art. 17

Entrée en vigueur. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 29

Broadcast Advertising Tax Act

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless the context indicates otherwise,

Interpre-
tation:

“purchaser” means any person who buys or takes a lease of air-time for his own purposes and not for resale, letting or re-letting;

“pur-
chaser”;

“advertisement” means a commercial advertisement or any message of public interest of not over three minutes’ duration;

“advertis-
ment”;

“Minister” means the Ministre du revenu;

“Minister”;

“price of air-time” means the total amount payable for the broadcast of an advertisement;

“price of
air-time”;

“regulation” means a regulation made by the Government under this act;

“regula-
tion”;

“station” means a radio or television broadcasting station or a cable-delivery station;

“station”;

“sale” includes a sale pure and simple, a conditional sale, an instalment sale, an exchange, a lease or any other contract whereby, for a price or any other consideration, a person procures or binds himself to procure, for another person, air-time for the broadcast of an advertisement, and any contract whereby a person procures air-time for another person for the broadcast of an advertisement for a rental or price which the latter binds himself to pay.

“sale”.

2. A tax of 2% is imposed on the price of air-time at the time of the broadcast of an advertisement by a station in Québec.

Tax on the
price of
air-time.

Where the price of air-time for the broadcast of an advertisement includes broadcasting by stations outside Québec, the

Stations
outside
Québec.

amount of the tax otherwise payable is adjusted proportionately to the ratio between the price of air-time reasonably ascribable to the broadcast of the advertisement by stations in Québec and the price of air-time for the broadcast of the advertisement by all the stations.

Fraction
of a cent.

Any fraction of a cent of such tax shall be counted as a whole cent.

Where air-
time price
is less
than its
real value.

3. Where the price of air-time or the value ascribed to it is less than its real value, is not specified or is combined with the purchase price or rental of non-taxable goods or services, the Minister may fix the price or value that shall serve as the basis for the taxation provided for in this act.

Tax paid
by
purchaser
to vendor.

4. The tax must be paid by the purchaser to the vendor of the air-time, who must collect it, as agent for the Minister, within 30 days following the broadcast of the advertisement.

Separate
writing.

The amount of the tax must be shown separately in any writing recording the sale.

Remittance
to the
Minister
by agent.

5. Within the first fifteen days of each month, the agent shall remit to the Minister the tax collected during the preceding month and, at the same time, send him a report of his activities as agent, in the form prescribed by the Minister, even if he has not collected any tax.

Purchase
of air-time
from
vendor
located
outside
Québec.

6. Every person who buys air-time from a vendor from outside Québec who is not an agent for the Minister shall, within 30 days following the broadcast of the advertisement, report thereon to the Minister and, at the same time, pay the Minister the tax provided for in section 2.

Compul-
sory
registra-
tion.

7. (1) Every person who sells air-time for the broadcast of advertisements must obtain a registration certificate issued under this act.

Application
filed with
the
Minister.

(2) The application for the registration certificate shall be filed with the Minister.

Certificate
issued by
the
Minister or
designated
person.

(3) Such registration certificate is issued by the Minister or by any other person designated by him. It must be kept at the chief place of business of the agent in Québec, and is not transferable.

Denial of
certificate.

(4) The Minister may refuse to issue such registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this act. He may also suspend or cancel the certificate issued where a person has been found guilty of any offence against this act.

Informa-
tion to be
provided
with appli-
cation.

(5) The following information must be given when a certificate is applied for

(a) by one or more persons doing business under a common name or a firm name: the name and address of each person;

(b) by a partnership: the name and address of each partner;

(c) by a corporation, club, association or syndicate: the name and address of the president, if he resides in Québec; if not: the name and address of its manager or representative, if he resides in Québec, and the address of its place of business in Québec.

(6) The Minister may also require any other information he deems expedient when a registration certificate is applied for. Supplementary information.

8. The Minister may require of any person as a condition of issue or continuance in force of a certificate in his name, security in such amount as he may fix, if such person: Security may be required in certain circumstances.

(a) has been found guilty of an offence against this act;

(b) is insolvent; or

(c) owes duties within the meaning of the Revenue Department Act (1972, chapter 22) and does not contest his obligation to pay such duties before the competent court.

In the case of the issue of a certificate, the amount of the security cannot exceed \$5,000. Maximum.

In the case of the continuance in force of a certificate, the amount of the security is established by taking into account the amount of the tax payable by such person in respect of the six months preceding the date on which the security is required. Idem.

9. (1) Every person who

(a) does not furnish a report or any other document or information in the manner and at the time prescribed under this act or the regulations, or Offences and penalties.

(b) being agent for the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the tax, the whole in accordance with this act or the regulations, is guilty of an offence and liable to a fine of not less than twenty-five dollars for each day that the offence continues.

(2) Every person who

Idem.

(a) sells air-time for the broadcast of advertisements without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes section 7 or the regulations, or

(b) contravenes section 4, is guilty of an offence and incurs a fine of not less than two hundred dollars nor more than five thousand dollars.

Penalty for failure to report, etc.

10. Every person who omits, within the delay provided for in section 5 or 6, to report and remit the taxes which he has collected or should have collected or paid, incurs a penalty of five per cent of the said taxes or, if such percentage is a sum less than ten dollars, a penalty of ten dollars in addition to such taxes and interest.

The penalty provided for in the first paragraph is again incurred on the sixteenth day of each month following the date when payment of the first penalty became exigible. However, the total amount of such penalties relating to the same omission shall not exceed five times that of the first penalty.

Penalty for tax evasion.

11. (1) Every person who wilfully evades or seeks to evade payment, collection or remittance of the taxes provided for by this act, is liable to a penalty to be fixed by the Minister, of not less than twenty-five per cent nor more than fifty per cent of the amount of the tax the payment, collection or remittance of which such person evaded or sought to evade.

Idem.

(2) If a person, knowingly or under circumstances equivalent to gross negligence, makes any declaration or omission in a return, certificate, statement or answer made or filed under this act, or participates or acquiesces therein, and if as a result of such declaration or omission the tax that would be paid or remitted by such person, if it was assessed on the basis of the information provided, is less than the tax that he must pay or remit, such person is liable to a penalty of twenty-five per cent of the difference between the two amounts.

Idem.

(3) No person shall incur, with respect to the same declaration or omission, both the penalty provided for in subsection 1 and that provided for in subsection 2, or both a penalty provided for in this section and the payment of a fine provided for in section 9, unless, in the latter case, the penalty is imposed before the proceedings giving rise to the fine are instituted.

Regulations.

12. The Government may make the regulations deemed necessary to carry into effect the provisions of this act.

Coming into force and publication.

Regulations made under this section shall come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein; they may also, once published and if they so provide, apply to a date preceding their publication but not preceding the current year.

Tax not applicable.

13. The tax does not apply to the price of air-time for advertisements broadcast under contracts made before 13 April 1977.

- 14.** The Ministre du revenu shall have charge of the appli-
cation of this act. Minister
respon-
sible.
- 15.** This act applies to the Crown. Crown.
- 16.** This act has effect as from 13 April 1977. Date of
application.
- 17.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.